

RÉSOLUTION - ROYAUME DE SUÈDE

THEME : DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX

CONCERNE : PRISE EN CONSIDÉRATION ET PUNITION DU VIOL

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

- Déplore le nombre de femmes violées dans le monde. En France, par exemple, 94'000 femmes et 130'000 filles non-majeures sont violées chaque année, aux Etats Unis 700'000 femmes dont 15% ont moins de 17 ans et, en Suède, 11ème pays avec le plus de plaintes, représentant 5'960 femmes par an,
- Outrée par le manque de considération des gouvernements. 50% des pays ne condamnent pas le viol conjugal et le gouvernement français, par exemple, n'a condamné que 1% des viols commis en 2018,
- Soulignant l'absence d'une définition précise du viol partagée par tous les pays et écrite dans les livres de droit,
- Attristée du nombre de pays ne punissant pas le viol, ou ne le reconnaissant pas, tel que l'Arabie Saoudite. Seul 20% des pays offrent une protection appropriée aux victimes,
- Affligée que, dans un pays occidental et développé tel que la France, seulement 1% des plaintes pour viol aboutissent à une condamnation, et que le nombre de viols jugés devant des tribunaux ait diminué alors que le nombre de plaintes a augmenté,
- Propose de définir le viol comme tout acte sexuel effectué sans accord explicite,
- Décide de punir le viol, en l'absence de circonstances aggravantes, d'une peine minimale de dix ans de prison, suivie d'un séjour de cinq ans dans un centre d'éducation permettant:
- La prise de conscience de la gravité d'un acte de viol;
 - Un enseignement sur les troubles psychotraumatiques des victimes de viols à long terme;
 - La destruction de la "culture du viol".

Le texte français fait foi.